

paragraphe 6 du rapport (A/10366), que l'on n'ait pu avancer davantage dans la mise au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix. Ce n'est certes pas faute d'efforts, mais la formulation des principes directeurs convenus représente une tâche délicate vu le caractère fondamental des questions à résoudre. De ce fait, de graves divergences d'opinions ont surgi entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels essentiels et il va falloir procéder à d'autres négociations.

25. Néanmoins, M. Alfarargi ne veut pas se montrer pessimiste et il est convaincu que de nombreux membres du

Comité spécial partagent son opinion et sont résolus à redoubler d'efforts pour parvenir à des résultats concrets. Comme il est indiqué au paragraphe 7 du rapport, les membres du Comité spécial pensent qu'il faut plus de temps et davantage d'esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles et parvenir à un accord. Dans le même paragraphe, le Comité spécial exprime l'avis qu'il faut porter une attention particulière à l'examen des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix, et introduit ainsi une nouvelle idée qui pourrait offrir un excellent point de départ pour la discussion.

*La séance est levée à 16 h 15.*

## 983<sup>e</sup> séance

Mardi 25 novembre 1975, à 10 h 45.

*Président* : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.983

### POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

**Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (suite)**

#### DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. WALDENSTRÖM (Suède) dit que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle indispensable dans la défense et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et que ses opérations de maintien de la paix revêtent une importance unique. La participation de la Suède à ces opérations est donc un aspect essentiel de la politique générale qu'elle poursuit à l'Organisation des Nations Unies et elle n'a cessé de fournir à la fois du personnel et des fonds. Elle tient également une force de réserve à la disposition de l'Organisation et peut ainsi répondre à bref délai à toute demande. Plus de 35 000 Suédois ont servi sous le drapeau de l'Organisation au fil des années et, actuellement, plus de 1 100 hommes servent dans les rangs de la FUNU, de la FNUOD, de l'ONUST, de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

2. La délégation suédoise déplore que, selon le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/10366), son groupe de travail n'ait pas pu cette année mettre au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, tout en reconnaissant qu'il faut à la fois davantage de temps et un plus grand esprit de conciliation pour éliminer les divergences existantes et aboutir à un accord définitif sur ces principes directeurs (*ibid.*, par. 7).

3. La délégation suédoise note avec une grande satisfaction que le Comité spécial estime que le Groupe de travail devrait se consacrer à l'examen de questions particulières

touchant l'exécution pratique des opérations de maintien de la paix. En tant que pays fournissant des troupes, la Suède juge essentiel que l'on tienne compte de l'expérience pratique acquise depuis la création de la FUNU et de la FNUOD, dont le soutien logistique et l'administration se sont révélés si complexes, en particulier les premiers temps.

4. Les forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies ne peuvent être constituées que si l'on dispose immédiatement de personnel spécialisé. Elles ne peuvent être composées, comme il est souhaitable, de troupes de nationalités diverses que si les effectifs nécessaires provenant de diverses parties du monde sont mis à la disposition de l'Organisation. En conséquence, la Suède pense qu'il faudrait faire une place plus grande à la formation et que le Groupe de travail pourrait s'attacher à cet aspect des opérations de maintien de la paix de l'Organisation. L'UNITAR a organisé en mai 1975 un exercice simulé et la délégation suédoise estime à ce propos qu'une étude des problèmes en cause ouvrirait la voie à des activités plus pratiques de formation. A cet égard, la Suède est prête à faire profiter le Groupe de travail de son expérience en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix. Elle attend la suite des travaux du Comité spécial et de son groupe de travail et espère que l'étude spéciale sur les forces de réserve des pays nordiques pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies contribuera à leurs travaux.

5. Il faut d'autre part, pour mener à bien les opérations de maintien de la paix, que les Etats Membres soient prêts à y contribuer financièrement; le Gouvernement suédois continue à appuyer à ce propos le principe de la responsabilité financière collective. Il partage pleinement l'opinion exprimée par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation<sup>1</sup>, selon laquelle

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 1A*, sect. X.

l'appui financier nécessaire, en particulier pour les opérations qui s'étendent sur plusieurs années, peut poser un grave problème qu'il faut résoudre sous peine d'imposer, s'il n'est pas résolu, un fardeau excessif aux gouvernements qui fournissent les contingents. Les frais des opérations entreprises par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre sont, dans certains cas, remboursés avec un retard de plusieurs années et, même dans le cas de la FUNU, l'Organisation des Nations Unies a parfois du mal, par suite des problèmes financiers, à respecter à temps ses obligations. On n'a toujours pas trouvé de solution équitable à propos de l'amortissement de l'équipement appartenant aux contingents.

6. Pour que les opérations de maintien de la paix continuent d'être efficaces, il est donc vital de trouver une solution au problème du remboursement de leurs frais aux Etats qui fournissent des troupes. La délégation suédoise prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'Organisation puisse disposer des ressources financières voulues afin de poursuivre ces opérations. Faute des ressources nécessaires, ces opérations seraient si onéreuses pour les petits pays qu'ils ne seraient pas en mesure d'y participer.

7. M. KARHILO (Finlande) dit que la délégation finlandaise est déçue, comme d'autres Etats Membres, qu'on n'ait pas encore mis au point de principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Pendant que les pourparlers sur la mise au point de principes directeurs pour les opérations futures de maintien de la paix étaient dans une impasse, l'Organisation des Nations Unies a dû créer d'urgence de nouvelles forces de maintien de la paix. Comme il n'existe aucune formule convenue applicable aux forces de maintien de la paix et autres services similaires, la communauté internationale n'est pas armée pour résoudre ce genre de situations. L'Organisation des Nations Unies a dû improviser au dernier moment afin de fournir les services requis par certains conflits. La délégation finlandaise partage pleinement l'avis que le Secrétaire général a exposé dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation<sup>1</sup>, à propos des difficultés pratiques posées par le caractère spécial des opérations de maintien de la paix.

8. Le Gouvernement finlandais a toujours pris aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation un vif intérêt, qui s'est traduit dans les faits, et, conformément à sa politique de neutralité, s'est efforcé d'aider l'Organisation des Nations Unies à jouer son rôle de premier instrument du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il a contribué à toutes les activités de maintien de la paix de l'Organisation, soit financièrement, soit en mettant du personnel militaire à la disposition du Secrétaire général, soit des deux manières à la fois. De plus, en 1968, le Gouvernement finlandais est convenu avec les Gouvernements danois, norvégien et suédois de créer un contingent de réserve et de prendre d'autres dispositions pour pouvoir répondre promptement et efficacement à toute demande de l'Organisation des Nations Unies chaque fois qu'une opération de maintien de la paix serait décidée. Ces dispositions ont permis au Gouvernement finlandais d'agir immédiatement lorsque le Secrétaire général a demandé des troupes. Jusqu'ici, 12 000 Finlandais environ ont servi dans les forces de maintien de la paix de l'Organisation. Mille cent

vingt-sept hommes servent actuellement dans les rangs de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, de la FUNU, de l'ONUST et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

9. La Finlande n'a pas participé aux discussions portant sur le principe des opérations de maintien de la paix et a opté pour une attitude pragmatique qui l'a amenée à se concentrer sur les opérations décidées par le Conseil de sécurité. La délégation finlandaise estime qu'en mettant au point des principes directeurs convenus pour les opérations futures il faudra tenir particulièrement compte de l'expérience pratique acquise depuis la création de la FUNU et de la FNUOD. Cette expérience a montré entre autres qu'il importe au plus haut point qu'on dispose immédiatement des contingents nationaux nécessaires et que les dispositions voulues soient prises pour l'organisation, la formation et l'utilisation des forces de maintien de la paix.

10. Le principe d'une large représentation géographique est essentiel pour l'équilibre politique des opérations de maintien de la paix; il y a d'ailleurs eu un certain progrès dans ce sens au cours des dernières années. Il faudrait aussi s'efforcer de donner aux observateurs et contingents éventuels dans toutes les régions géographiques la possibilité d'acquérir une formation dans le domaine du maintien de la paix. La délégation finlandaise appuie l'idée de faire jouer à l'Organisation des Nations Unies un rôle spécial consistant à faciliter et à coordonner les efforts entrepris dans les pays participants éventuels en matière de formation.

11. La Finlande estime que la création et le fonctionnement des forces de l'Organisation des Nations Unies sont une affaire collective. Le Gouvernement finlandais a toujours été d'avis que le principe de la responsabilité collective devait s'appliquer au financement des opérations de maintien de la paix et il se déclare favorable à la méthode qui consiste à financer les activités de la FUNU par prélèvement sur le budget, conformément à ce qu'ont décidé le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Il a toujours estimé que les dépenses de la Force devraient être réparties entre les Etats Membres de façon juste et équitable de même, en principe, que toutes les autres dépenses de l'Organisation des Nations Unies.

12. Le financement des opérations de maintien de la paix est étroitement lié au principe fondamental du remboursement des dépenses engagées par les pays qui fournissent des troupes. Les consultations qui ont eu lieu sur la question du remboursement ont produit des résultats qui semblent, de manière générale, acceptables pour les Etats Membres, y compris pour les pays qui fournissent des troupes. L'application des principes de non-discrimination et d'égalité de traitement pour les remboursements soulèvera indubitablement des difficultés pour plusieurs pays, y compris la Finlande, mais la délégation finlandaise pense que tous les Membres appuient l'idée de l'égalité. La Finlande note à ce propos qu'il y a dans certains cas du retard dans le remboursement aux pays fournisseurs de troupes des dépenses qu'ils ont engagées. La somme due à la Finlande par l'Organisation des Nations Unies s'élève à 15,5 millions de dollars; il est évident qu'à long terme cet état de choses ne peut qu'avoir de graves répercussions sur la

possibilité pour tout petit pays de participer aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies.

13. Les difficultés financières sont telles actuellement qu'elles compromettent le principe politique sur lequel repose la FUNU, selon lequel les troupes doivent être choisies sur la base d'une répartition géographique équitable. Il faut donc s'efforcer résolument de renforcer l'attitude positive en faveur des opérations de maintien de la paix dans tous les pays, y compris dans les petits Etats. C'est pourquoi la délégation finlandaise appuie pleinement les efforts déployés par le Secrétaire général pour renforcer la base politique et financière des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies.

14. Le rôle des petits pays dans le maintien de la paix internationale et dans les opérations de maintien de la paix de l'Organisation, pour modeste qu'il soit, est néanmoins indispensable. La délégation finlandaise est convaincue qu'ils sont prêts à faire ce qu'ils doivent et qu'il est bon, dans l'intérêt commun, d'entretenir et même de renforcer ces bonnes dispositions et de ne pas créer des conditions telles que la part des petits pays et le fardeau qu'ils supportent deviennent matériellement et, par conséquent, politiquement intolérables. La délégation finlandaise espère donc que les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies pourront reposer sur une base financière solide et sûre.

15. La délégation finlandaise qui appuie le renouvellement du mandat du Comité spécial pour une nouvelle année tient à lui demander instamment de ne rien épargner pour progresser sensiblement dans la voie d'un accord. Elle tient aussi à souligner qu'il faut s'efforcer sérieusement de faciliter la tâche du Comité spécial de façon à éliminer ou au moins atténuer les difficultés existantes. La nécessité de parvenir à un accord sur les principes directeurs en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, y compris leur financement, suppose à la base la volonté politique de tous les Etats Membres d'appuyer collectivement ces opérations qui visent à maintenir la paix et la sécurité internationales.

16. M. VALDERRAMA (Philippines) dit que, de l'avis de sa délégation, la Commission politique spéciale doit faire siennes les conclusions exposées dans le rapport objectif et clair du Groupe de travail du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/10366, annexe). Il faut bien reconnaître que, s'il est si difficile de mettre au point des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, c'est que les questions dont le Groupe de travail est saisi sont essentielles. La délégation philippine ne croit pas qu'il faille se laisser décourager par les divergences importantes sur les problèmes politiques et institutionnels fondamentaux qui se sont manifestées au sein du Groupe de travail; elle demeure convaincue que ces divergences ne sont pas insurmontables et qu'elles pourront être réglées avec le temps et en faisant preuve d'un plus grand esprit de conciliation. Elle appuie donc la conclusion selon laquelle il faut poursuivre les efforts afin de présenter à l'Assemblée générale des principes directeurs convenus pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, en tenant dûment compte des conditions qui pourraient permettre de nouveaux progrès. Elle fait également sienne la recom-

mandation du Comité spécial, contenue dans le paragraphe 7 de son rapport, selon laquelle le Groupe de travail devrait aussi s'attacher à examiner des questions spécifiques touchant l'exécution pratique des opérations de maintien de la paix.

17. La délégation philippine tient à réaffirmer que son gouvernement continuera à appuyer les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies et à exprimer l'espoir que le Comité spécial et son groupe de travail auront bientôt terminé l'élaboration de principes directeurs convenus, pratiques, financièrement équitables et efficaces et répondant à l'évolution du monde contemporain et aux besoins des 143 Etats Membres souverains de l'Organisation des Nations Unies.

18. La délégation philippine prie instamment la Commission politique spéciale de faire siennes les recommandations et conclusions du Groupe de travail et de recommander que le mandat du Comité spécial soit renouvelé.

19. Elle tient à souligner les suggestions qui ont été faites au sein du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies — qui a pour mandat de réviser la Charte et de renforcer le rôle que joue l'Organisation dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales et dans le développement de la coopération dans les relations entre les Etats — tendant à ce que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix lui soumette ses rapports pour examen. Il serait peut-être bon que le Comité spécial et le Comité *ad hoc* restent en liaison de façon à coordonner les propositions et les suggestions concernant le maintien de la paix et le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en général.

20. M. MITCHELL (Etats-Unis d'Amérique) ne peut que déplorer que, malgré tous ses efforts, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix n'ait pas abouti à un accord et qu'en fait des divergences de principe fondamentales sur les questions clefs des opérations de maintien de la paix se soient manifestées. Néanmoins, l'attitude positive et les suggestions des membres du Comité spécial et l'esprit de compromis dont ils ont fait preuve sont des éléments encourageants du débat.

21. Le Gouvernement des Etats-Unis est satisfait des mesures fructueuses qu'a prises le Conseil de sécurité en matière d'opérations de maintien de la paix et il estime que le Conseil a prouvé qu'il pouvait assurer l'entretien et le fonctionnement des forces de maintien de la paix dans les situations les plus délicates. Il s'est particulièrement félicité que le mandat de la FUNU ait été prolongé d'une année [résolution 378 (1975) du Conseil de sécurité], ce qui permettra de rationaliser le fonctionnement de la Force.

22. Le Gouvernement des Etats-Unis persiste à croire que la fonction de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies est extrêmement importante pour empêcher le déclenchement d'hostilités et pour permettre le règlement pacifique des différends. Sur la base de l'expérience qu'a acquise l'Organisation des Nations Unies en ce qui regarde la création et le bon fonctionnement des forces de maintien de la paix dans diverses régions critiques du monde, le Gouvernement des Etats-Unis est convaincu qu'il faut conserver une grande souplesse pour permettre au

Conseil de sécurité, au Secrétaire général et au Commandant des forces de maintien de la paix de faire face à la situation unique que constitue chaque cas. Il persiste donc à croire que les principes directeurs doivent avoir un caractère général. Ces principes directeurs devraient avoir notamment pour but de définir, en termes généraux mais précis, le partage des responsabilités entre les principaux organes des Nations Unies intéressés. S'il appartient essentiellement au Conseil de sécurité d'autoriser les opérations de maintien de la paix et de préciser l'orientation générale de toutes les forces de maintien de la paix, il faudrait néanmoins laisser au Secrétaire général l'autorité et la latitude nécessaires pour veiller à leur bon fonctionnement. Le Conseil de sécurité peut préserver sa compétence générale et permanente en demandant des rapports réguliers au Secrétaire général, en examinant périodiquement les activités des forces de maintien de la paix et, s'il le juge nécessaire, en créant un comité consultatif.

23. Etant donné la réussite pratique des diverses forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, il n'y a pas lieu à long terme d'être indûment découragé parce que l'on n'est pas parvenu à s'entendre sur des principes directeurs généralisés. L'expérience du Comité spécial et de son groupe de travail au cours de l'année écoulée ont indiqué qu'il fallait réfléchir encore à la façon la meilleure d'envisager le problème. Le Comité spécial souhaitera peut-être même envisager, pour mener sa tâche à bien, de suspendre momentanément l'élaboration des principes directeurs de façon à prendre le temps de considérer les méthodes possibles. En tout état de cause, le Gouvernement des Etats-Unis ne peut que déclarer en conclusion que la période actuelle se prête à la réflexion, convaincu qu'il est que les opérations de maintien de la paix demeurent l'une des contributions essentielles de l'Organisation des Nations Unies au règlement des différends et à la promotion de la paix dans le monde.

24. M. CABRAL DE MELO (Brésil) déclare que la lecture du rapport du Comité spécial n'est guère encourageante, particulièrement pour les délégations qui, comme la délégation brésilienne, affirment depuis de nombreuses années qu'il est nécessaire d'élaborer un ensemble agréé de règles régissant l'exécution des opérations de maintien de la paix dans le contexte d'une révision de la Charte des Nations Unies. Le Ministre des relations extérieures du Brésil a déjà souligné à l'Assemblée générale la nécessité de coordonner les efforts du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et ceux du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (2355<sup>e</sup> séance plénière). La délégation brésilienne pense qu'au moment d'effectuer les travaux d'élaboration d'un ensemble de principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix il conviendrait de ne pas perdre de vue les travaux d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies concernant également d'autres domaines, en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation dans la réalisation de ses objectifs.

25. Malheureusement, la situation politique n'a pas été particulièrement favorable à cet égard. Dans son rapport, le Comité spécial signale et explique certains des obstacles auxquels il s'est heurté. Il s'agit de questions fondamentales qui ont fait surgir de graves désaccords entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels, désaccords qui ne peuvent être

réglés sans procéder à d'autres négociations approfondies. Aussi le problème essentiel est-il l'existence de conceptions divergentes en matière constitutionnelle. Bien que la délégation brésilienne reconnaisse les difficultés qui peuvent naître de ces questions, elle pense néanmoins que le Comité spécial devrait persévérer dans sa tâche et qu'il serait possible de ramener le différend à quelques éléments de base.

26. La délégation brésilienne pense aussi que l'achèvement de l'élaboration de principes directeurs ne met pas nécessairement un terme à l'utilité du Comité spécial ni à son mandat. Il existe d'autres domaines où l'on peut explorer des possibilités d'accord, tel par exemple l'examen de questions particulières liées à l'exécution concrète d'opérations de maintien de la paix. Une des questions dont l'importance est capitale est, bien entendu, celle de la planification et de la préparation à toute éventualité des Etats Membres qui, comme les pays nordiques par exemple, sont prêts à collaborer à l'avenir à des opérations de maintien de la paix.

27. M. CRAIG (Irlande) déclare que l'intérêt que porte sa délégation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et à la recherche des moyens de les asseoir sur une base permanente plus satisfaisante est fondé à la fois sur l'appui que le Gouvernement irlandais donne à la notion de maintien de la paix par l'ONU et sur sa participation aux diverses forces de maintien de la paix. C'est cet intérêt qui a incité l'Irlande à faire ses propositions du milieu de la décennie des années 60, tendant à placer le financement des opérations de maintien de la paix sur une base permanente plus rationnelle, et à participer à la composition de la plupart des forces créées depuis l'admission de l'Irlande à l'Organisation. Le Gouvernement irlandais regrette d'avoir dû, pour des raisons de politique intérieure, retirer son contingent de la FUNU en mai 1974, mais il n'en considère pas moins qu'il a vis-à-vis de la Force un engagement permanent. Des officiers irlandais sont toujours au service de l'Organisation des Nations Unies au Moyen-Orient et à Chypre.

28. La délégation irlandaise a noté avec un intérêt particulier les observations du Secrétaire général qui figurent dans l'introduction à son dernier rapport sur l'activité de l'Organisation<sup>1</sup>, où, tout en faisant ressortir les limitations découlant du caractère *ad hoc* dont avait été empreinte jusqu'à présent la conduite des opérations de maintien de la paix, il a fait observer qu'elles s'étaient néanmoins révélées extrêmement utiles dans certaines situations de conflits. Le Secrétaire général a également appelé l'attention sur les difficultés logistiques et administratives des opérations, surtout au début lorsqu'on ne dispose pas de corps permanents de maintien de la paix, ainsi que sur le problème d'assurer l'appui financier nécessaire lorsque les opérations se poursuivent pendant plusieurs années.

29. La délégation irlandaise a accueilli favorablement la décision de 1973 [résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité] tendant à créer une force d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient, fondée sur la responsabilité collective de tous les Etats Membres. La délégation irlandaise espérait alors que cette décision donnerait une impulsion aux efforts déployés dans le cadre du système des Nations Unies en vue d'élaborer des principes di-

recteurs permanents pour ce qui était d'entreprendre de conduire une opération de maintien de la paix lorsque les circonstances l'exigeaient, et elle espère toujours que d'autres forces pourront être établies sur une base analogue, en particulier la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Les opérations du Moyen-Orient et de Chypre ont fourni l'expérience pratique qui peut servir à formuler des conclusions de caractère plus général. La délégation irlandaise ne peut donc admettre qu'il serait possible à l'heure actuelle de mettre un terme aux efforts visant à parvenir à un accord sur des mesures plus permanentes en matière de maintien de la paix ou de suspendre ces efforts. La délégation irlandaise regrette vivement que le Comité spécial n'ait pu avancer ses travaux, eu égard en particulier à l'optimisme mesuré qu'autorisait le rapport de l'an dernier<sup>2</sup>. Cette déception n'implique aucune critique à l'égard des membres du Comité spécial ou du Groupe de travail, qui ne devraient pas se laisser gagner par le découragement. Le caractère discret des activités du Comité spécial et des débats au sein de la Commission politique spéciale ne devrait pas donner à penser que les problèmes disparaîtront si on les ignore. Certes, la constitution de la FUNU sur sa base actuelle est loin de permettre de surmonter les difficultés financières de l'Organisation des Nations Unies, mais elle a quelque peu apaisé les craintes que l'on avait de voir les opérations futures de maintien de la paix compromettre irrémédiablement les finances de l'Organisation. Il n'est donc pas déraisonnable de revoir les objectifs immédiats du Comité spécial, les méthodes qu'il emploie pour les atteindre et même sa composition. Il conviendrait d'identifier les domaines de son vaste mandat où il serait possible de réaliser de nets progrès. Ces domaines pourraient n'être que marginaux par rapport au sujet de préoccupation central, mais ils devraient aider à rétablir le moral du Comité spécial et à lui permettre de s'attaquer aux questions fondamentales avec une énergie renouvelée. La délégation irlandaise fait donc sienne la proposition tendant à ce que le Groupe de travail, s'inspirant de l'expérience acquise au cours des opérations actuelles, se penche sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix, en particulier à l'entraînement en vue de ces opérations, laissant au Comité spécial lui-même le soin de continuer de s'employer à l'élaboration de principes directeurs convenus.

30. M. PAWLAK (Pologne) déclare que, compte tenu de la détente internationale et du rôle croissant de l'Organisation des Nations Unies, il faut trouver des moyens efficaces d'assurer le règlement pacifique des conflits. En tant que Membre actif de l'Organisation des Nations Unies, la Pologne a toujours porté une grande attention aux questions qui concernent la paix dans le cadre de la communauté internationale et elle est membre du Comité spécial depuis sa création. Aux termes de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale peut traiter des questions qui concernent la paix et la sécurité internationales, mais seul le Conseil de sécurité peut autoriser l'adoption de mesures appropriées. Il est donc évident que toutes les décisions qui concernent les opérations de maintien de la paix devraient relever de la compétence exclusive du Conseil, dont on a abondamment reconnu le rôle dans ce domaine. La création de la FUNU et de la FNUOD a représenté une étape

cruciale dans la conduite des opérations de maintien de la paix parce que l'on a ainsi reconnu non seulement le rôle du Conseil de sécurité mais également le principe de la responsabilité collective, et appliqué le principe d'une représentation géographique équitable. Par sa participation à la FUNU et à la FNUOD, la Pologne a manifesté son appui énergique aux dispositions de la Charte et son désir de contribuer à la préservation de la paix et de la sécurité internationales conformément à la tendance générale de sa politique extérieure et de celle de la communauté socialiste. Grâce à cette participation, la Pologne a acquis une expérience considérable de la pratique des opérations de maintien de la paix. Bien que les forces de l'ONU protègent la paix au Moyen-Orient, elles ne devraient pas y assurer une présence permanente et servir de prétexte pour prolonger la situation actuelle. Il faut trouver une solution d'ensemble fondée sur les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies; il ne peut y avoir de paix permanente dans cette région tant qu'Israël n'aura pas retiré ses forces de tous les territoires arabes et tant que les droits du peuple arabe palestinien, y compris le droit à son propre Etat, ne seront pas reconnus. Les forces des Nations Unies au Moyen-Orient ne peuvent jouer pleinement leur rôle que si toutes les unités disposent de la liberté de mouvement sans aucune discrimination. Le refus qu'Israël oppose à l'octroi de cette liberté de mouvement aux contingents de la FUNU et de la FNUOD dont les pays d'origine n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec Israël est un obstacle sérieux à l'accomplissement efficace de leur mission.

31. La délégation polonaise regrette que le Comité spécial et son groupe de travail ne se soient pas acquittés du mandat qui leur avait été confié aux termes de la résolution 3239 (XXIX) de l'Assemblée générale. M. Pawlak adresse un appel à tous les membres du Groupe de travail pour leur demander de faire preuve de modération et d'imagination politique en vue de parvenir à une entente fondée sur l'objectif commun, compte tenu particulièrement du fait qu'il existe toujours des zones de conflit dans plusieurs régions du monde. La délégation polonaise pense, comme le Comité spécial, qu'il faut plus de temps et davantage d'esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles, mais il ne faut pas prolonger inutilement ce délai. Il serait ironique que le Comité spécial s'engage dans des discussions stériles alors que les dernières opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient sont si efficaces. L'impasse où se trouve le Comité spécial est surtout due au fait que certaines délégations suivent des raisonnements périmés, et éprouvent des difficultés à s'adapter à la rapidité du changement qui caractérise les réalités de la vie internationale.

32. M. LANGSLET (Norvège) déclare que le Gouvernement norvégien est fermement convaincu que le mécanisme du maintien de la paix de l'ONU peut jouer un rôle exceptionnel pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. La Norvège a donc participé aux opérations de maintien de la paix, a créé des forces tenues prêtes en permanence, a apporté des contributions financières volontaires aux opérations de maintien de la paix et continuera d'appuyer tous les efforts visant à renforcer à l'avenir le mécanisme de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. La délégation norvégienne regrette que le Comité spécial n'ait pu avancer davantage ses travaux

<sup>2</sup> *Ibid.*, vingt-neuvième session, Annexes, point 39 de l'ordre du jour, document A/9827.

malgré les nets progrès dont rend compte le huitième rapport du Groupe de travail<sup>3</sup>, mais elle pense que ce n'est pas une raison pour s'opposer à ce que le Comité spécial continue ses travaux. La délégation norvégienne appuie la proposition du Groupe de travail mentionnée au paragraphe 7 de son neuvième rapport (A/10366, annexe), tendant à ce que ce groupe se penche sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix. Il ne faut rien négliger pour que ces opérations deviennent plus efficaces et pour stimuler l'intérêt de tous les Etats Membres afin qu'ils prennent conscience de l'importance de ces opérations pour le maintien de la paix et de la sécurité.

33. La délégation norvégienne tient également à souligner l'importance de l'entraînement et de la préparation, de manière que le personnel envoyé le cas échéant par les puissances contributantes se trouve dans les meilleures conditions possibles pour s'acquitter de sa mission et de ses responsabilités. L'une des conditions de l'efficacité de ces opérations est le maintien de forces qui, d'une manière ou d'une autre, sont tenues prêtes en permanence.

34. Compte tenu de la nécessité d'éviter à l'avenir les problèmes financiers créés par les opérations de maintien de la paix précédentes, le Comité spécial devrait se pencher sur les aspects financiers de la question. Le Gouvernement norvégien maintient sa position sur le principe de la responsabilité financière collective.

35. M. McGHIE (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation regrette elle aussi vivement que le Comité spécial n'ait pu avancer davantage au cours de l'année écoulée, malgré l'optimisme exprimé à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Depuis le début des années 50, l'Organisation des Nations Unies est aux prises avec le problème de savoir comment obtenir les fonds nécessaires pour financer ses opérations de maintien de la paix et comment mener ces opérations. Le problème est essentiellement un problème politique, traduisant les diverses attitudes des Etats Membres envers l'Organisation des Nations Unies et envers ce qu'ils estiment être son rôle légitime. La question à l'examen n'est pas seulement de savoir si l'Assemblée générale peut obliger tous les Etats Membres à contribuer aux dépenses des opérations de maintien de la paix mais, ce qui est plus important, de savoir s'il lui appartient d'engager et de mener de telles opérations ou si ces fonctions devraient être la prérogative du Conseil de sécurité.

36. Bien qu'elle ne soit pas membre du Comité spécial, la Nouvelle-Zélande a toujours porté un très vif intérêt aux activités de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Outre le fait qu'elle a fourni des troupes pour l'action coercitive des Nations Unies en Corée, elle a détaché des observateurs militaires auprès de l'ONUST et auprès du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan depuis de nombreuses années; elle fournit également des agents de police civile à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre depuis trois ans et elle a apporté des contributions financières aux opérations de maintien de la paix au Congo, au Moyen-Orient et à Chypre. Donnant une preuve de l'intérêt soutenu de la Nouvelle-Zélande, le Ministre de la

défense a annoncé en 1974 que son pays commencerait à donner une formation à toutes les branches des forces armées dans le cadre d'une politique générale du gouvernement visant à rendre son appareil militaire disponible pour entreprendre des missions de maintien de la paix. Cette formation a commencé au début de la période de 12 mois de 1975/76 consacrée à la formation et elle est complétée par des cours de perfectionnement à divers niveaux.

37. Même si l'on tient compte de la longue expérience de l'Organisation dans le domaine des opérations de maintien de la paix, il importe que les règles et principes nés de cette expérience soient présentés dans un ensemble systématique de principes directeurs clairs et efficaces pour permettre à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir rapidement dans des situations qui appellent des mesures d'urgence. Bien que le Comité spécial ne puisse pas encore signaler de progrès, la délégation néo-zélandaise estime qu'en raison de la très grande importance que la Charte attache au maintien de la paix le mandat de ce comité devrait être renouvelé dans l'espoir qu'une nouvelle période d'étude permettra de parvenir à l'accord recherché.

38. M. MARTINEZ (Venezuela) déclare que les opérations de maintien de la paix sont capitales pour l'accomplissement de l'une des tâches fondamentales de l'Organisation des Nations Unies, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et la délégation vénézuélienne appuie donc pleinement ces opérations. Le Venezuela attache une très grande importance aux travaux du Comité spécial et du Groupe de travail et partage l'optimisme du Rapporteur du Comité spécial en ce qui concerne l'avenir. Il est regrettable que, malgré les efforts de plusieurs membres du Groupe de travail, il n'ait pas été possible de parvenir à un accord du fait des divergences fondamentales qui ont surgi entre certains membres. Néanmoins, la délégation vénézuélienne fait sienne l'opinion exprimée au paragraphe 7 du rapport du Comité spécial tendant à ce que le mandat du Groupe de travail soit prolongé en raison du fait qu'il faut plus de temps et davantage d'esprit de compromis pour surmonter les divergences actuelles.

39. L'expérience acquise au cours des opérations de maintien de la paix de l'ONU au cours des dernières années laisse espérer qu'il sera possible au Comité spécial de mener à bien sa tâche à l'avenir. Il est donc essentiel qu'il persévère dans ses travaux et que le Groupe de travail se penche sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix. La délégation vénézuélienne a la certitude que la Commission politique spéciale adoptera, comme elle l'a fait les années précédentes, un projet de résolution demandant au Comité spécial de renouveler ses efforts en vue de parvenir à un accord sur cette importante question.

40. M. GREGORIADES (Grèce) déclare que la paix étant le but recherché par l'ONU, les moyens concrets d'y parvenir, et en particulier les principes directeurs régissant les opérations de maintien de la paix, sont au coeur même de la mission de l'Organisation. Comme l'a déclaré devant l'Assemblée générale le Ministre des affaires étrangères de la Grèce (2362<sup>e</sup> séance plénière), l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle positif pour la prévention des conflits armés, particulièrement en localisant les foyers d'affrontement et en séparant les antagonistes. La Grèce attache une

<sup>3</sup> *Ibid.*, annexe.

importance spéciale au raffermissement de ce rôle. C'est à juste titre que le Secrétaire général porte une attention particulière au fonctionnement des forces de maintien de la paix, domaine où il peut compter sur la pleine coopération de la Grèce. La délégation grecque appuie sans réserve les observations sur ces opérations contenues dans les sections XI et XII de l'introduction au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation<sup>1</sup>. Etant donné que les opérations de maintien de la paix jouent un rôle important pour ce qui est de maintenir le calme dans les régions où elles se déroulent et de créer un climat favorable aux négociations, il conviendrait de leur attribuer un rôle plus important. Certains principes sont indispensables pour la réussite de ces opérations. Il faudrait que les forces des Nations Unies soient suffisamment solides et efficaces, que toute attaque et toute pression sur elles par des forces militaires nationales soient interdites, qu'un système de sanctions internationales soit prévu en vue de mettre cette politique en application et que les forces ne rencontrent aucune entrave dans l'exécution de la mission qui leur serait confiée par le Conseil de sécurité. Pour préserver leur caractère représentatif, les forces de maintien de la paix de l'ONU devraient être formées de contingents qui représentent la communauté internationale d'une manière aussi large et aussi équitable que possible et elles devraient être financées par tous les Etats Membres, car le maintien de la paix est une responsabilité commune.

41. M. Gregoriades tient à exprimer de nouveau la vive satisfaction du Gouvernement grec pour le sens du devoir et des responsabilités dont la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre fait preuve en s'acquittant de son importante mission dans des conditions difficiles et souvent dangereuses.

42. M. DE PRAT GAY (Argentine) souligne l'importance que sa délégation attache aux opérations de maintien de la paix, qui constituent selon elle un élément essentiel des activités de l'Organisation des Nations Unies. La délégation argentine est donc préoccupée par le fait que ni le Groupe de travail ni le Comité spécial n'aient pu satisfaire à la demande que leur avait faite l'Assemblée générale dans ses résolutions 3091 (XXVIII) et 3239 (XXIX) de renouveler leurs efforts en vue de mettre au point des principes directeurs convenus touchant l'exécution de ces opérations. L'Organisation des Nations Unies se trouve dans une situation paradoxale puisque ses forces d'urgence jouent un rôle très important et très efficace dans un certain nombre de régions, alors que le Comité spécial demeure incapable de parvenir à un accord sur la méthode à employer pour donner aux activités de maintien de la paix une base plus ferme.

43. Si l'on compare les deux derniers rapports du Groupe de travail, on s'aperçoit immédiatement que l'élan pris en 1974 est malheureusement retombé et que les progrès accomplis cette année-là ont peut-être même été annulés en 1975. Aucun progrès n'a été fait concernant les propositions avancées. M. de Prat Gay fait remarquer à cet égard que les quatre pays non alignés membres du Groupe de travail — l'Argentine, l'Egypte, l'Inde et le Nigéria — ont soumis un document relatif à la création d'un organe subsidiaire du Conseil de sécurité, conformément à l'Article 29 de la Charte, dans l'espoir qu'il serait ainsi possible de parvenir à un accord. Malheureusement, il n'en a rien été.

44. Il est encourageant de noter que le Groupe de travail a constaté que l'absence de progrès était due à de "graves divergences" entre certains membres et que, tout en préconisant un plus grand esprit de compromis entre ses membres, il a reconnu qu'il lui fallait tenir compte des réalités s'il voulait progresser dans sa tâche difficile. La délégation argentine voudrait souligner à cet égard la responsabilité particulière des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se sont arrogé le droit de veto. La détente devrait devenir une réalité au sein de l'ONU. Le temps est venu pour les grandes puissances de reconnaître que, pour une grande majorité de ses Membres, l'Organisation des Nations Unies est l'organe le mieux approprié pour l'établissement d'un système souple et efficace lui permettant de s'acquitter de ses obligations en matière de maintien de la paix lorsque le besoin s'en fait sentir.

45. C'est aux gouvernements qui participent actuellement à ces opérations qu'il conviendrait de demander des avis et des suggestions concernant la conduite des opérations de maintien de la paix.

46. Il est parfaitement juste de dire que le Groupe de travail devrait aussi se pencher sur des questions particulières liées à l'exécution d'opérations de maintien de la paix. De cette façon, il permettrait d'améliorer encore les activités de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies et d'agir avec la rapidité voulue dans ce domaine.

47. Il conviendrait aussi d'accorder une attention particulière à la préparation des contingents, et en particulier à la formation du personnel aux opérations de maintien de la paix. Le principe d'une large représentation géographique devrait toujours être appliqué à la composition des forces de maintien de la paix, comme le Secrétaire général l'a reconnu dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation<sup>1</sup>.

48. La délégation argentine approuve la suggestion faite par la délégation canadienne, selon laquelle le Comité spécial et son groupe de travail devraient organiser leurs travaux d'une manière plus rationnelle. Il faudrait aussi envisager les moyens de permettre aux pays particulièrement intéressés de participer plus directement aux délibérations du Groupe de travail, lequel devrait faire plus fréquemment rapport au Comité spécial. Un tel arrangement serait d'autant plus utile que les pays en développement, qui représentent les deux tiers des membres de l'Assemblée générale, ne constituent qu'une minorité sur les treize membres que compte le Groupe de travail, dont deux sont des superpuissances.

49. M. ROSU (Roumanie) déclare que sa délégation attache une grande importance au renforcement de la capacité de l'Organisation des Nations Unies à réaliser les objectifs fondamentaux de la Charte, à savoir l'élimination des sources de conflits et de tension et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cet égard, la délégation roumaine a récemment soumis à la Sixième Commission un certain nombre de propositions pour l'amélioration et la démocratisation de l'activité de l'Organisation des Nations Unies et pour le raffermissement de son rôle dans la réalisation de la collaboration entre tous les Etats sans distinction de système social, d'un monde

meilleur, plus juste et d'une paix durable<sup>4</sup>. Comme on le souligne dans ce document, le Gouvernement roumain attache une importance capitale aux opérations de maintien de la paix en tant que moyen efficace d'assurer la paix et la sécurité internationales. Les dispositions de la Charte relatives à ces activités n'ont cependant pas été, jusqu'ici, traduites en règles et principes clairs régissant leur mise en oeuvre efficace. Chaque fois que des forces militaires des Nations Unies ont été constituées dans le passé, leur mandat a dû être déterminé par le Conseil de sécurité sur la base de chaque situation particulière et non compte tenu de critères précis arrêtés par l'Assemblée générale.

50. A la lumière de ces considérations, la délégation roumaine estime que le Comité spécial devrait présenter des propositions précises portant sur la méthode à suivre pour mettre sur pied des forces de maintien de la paix, sur leur mandat et sur les dispositions juridiques régissant leurs opérations. Tous les Etats Membres devraient avoir le droit, par roulement, de participer à la constitution des forces militaires de l'Organisation des Nations Unies. La Charte devrait conférer à l'Assemblée générale le droit d'arrêter des principes directeurs pour l'utilisation des forces militaires mises sur pied sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et stipuler également que les Etats parties à un conflit devraient accepter à l'avance la composition nationale des forces de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné que l'une des fonctions des forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies est de rapprocher les parties et de contribuer ainsi efficacement à un règlement pacifique du conflit, le consentement préalable des parties intéressées en ce qui concerne la composition des forces de l'Organisation des Nations Unies constituerait un facteur fondamental du succès ou de l'échec d'une mission. L'expérience acquise dans ce domaine à Chypre et au Moyen-Orient devrait donner au Comité spécial la possibilité de s'acquitter de sa tâche.

51. Dans sa résolution 3239 (XXIX), l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de mettre au point des principes directeurs convenus touchant l'exécution d'opérations de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies et de les soumettre à l'Assemblée générale lors de sa trentième session. Il est donc regrettable que le Comité spécial n'ait pas été en mesure de s'acquitter de cette tâche. Il est en outre surprenant que, au lieu de souligner la nécessité d'accélérer ses travaux, le Comité spécial ait laissé entendre dans son rapport qu'il ne lui serait peut-être même pas possible de soumettre de tels principes directeurs convenus à l'Assemblée générale à sa trente et unième session.

52. En raison de la situation de blocage dans laquelle il se trouve, le Comité spécial ne s'est réuni que deux fois en 1975. La délégation roumaine estime que les négociations principales concernant l'accord sur le renforcement du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies en matière de maintien de la paix et de règlement pacifique des conflits devraient être menées au sein du Comité spécial lui-même, qui devrait tenir des sessions normales. La composition relativement réduite de ce comité spécial devrait lui permettre de servir d'organe de négociations, tandis que

l'on confierait à des groupes de travail l'examen des questions précises qui, de l'avis général, s'y prêteraient le mieux. La participation à ces groupes de travail devrait être ouverte à tous les membres du Comité spécial.

53. Enfin, la délégation roumaine estime, elle aussi, que l'Assemblée générale devrait renouveler le mandat du Comité spécial pour lui permettre de terminer ses travaux sur des principes directeurs convenus touchant l'exécution d'opérations de maintien de la paix.

54. M. JANKOWITSCH (Autriche) déclare que, si le Comité spécial a fait de réels progrès en 1974, il n'a pas été en mesure de progresser davantage en 1975. Parallèlement, et ceci est quelque peu paradoxal, l'Organisation des Nations Unies a remporté des succès pratiques considérables dans le domaine du maintien de la paix, grâce aux forces stationnées à Chypre et au Moyen-Orient. Pourquoi ce succès sur le terrain n'a-t-il pas été accompagné de progrès dans la recherche d'une doctrine convenue en matière de maintien de la paix? De l'avis de la délégation autrichienne, l'impasse dans laquelle se trouve le Comité spécial est due au fait que l'on dit parfois qu'il y a un conflit de compétences entre divers organes de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les opérations du maintien de la paix, affirmation qui ne facilite pas la solution du problème fondamental. Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général, qui étaient prétendument rivaux dans le domaine du maintien de la paix, sont devenus des partenaires, et les fonctions du Conseil de sécurité en matière de contrôle de la politique générale et les responsabilités du Secrétaire général en matière de gestion quotidienne des opérations devraient être complémentaires.

55. La délégation autrichienne partage l'opinion exprimée par le Comité spécial dans son rapport, selon lequel un meilleur esprit de compromis est nécessaire si l'on veut surmonter les divergences existantes et parvenir à un accord sur des principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix. Le Groupe de travail pourrait donc rechercher un dénominateur commun en se limitant à quelques principes et en utilisant des formulations larges et générales. Après tout, ces principes doivent non seulement être acceptables par tous, mais encore pouvoir s'appliquer dans toutes sortes de situations, à des moments et dans des lieux différents. Une approche pragmatique et souple représente le seul espoir de progrès; le Comité spécial devrait donc continuer à rechercher des principes directeurs fondamentaux mais généraux qui constitueraient un cadre qui pourrait être amélioré sur la base de l'expérience supplémentaire acquise.

56. La constitution de la FUNU, à laquelle l'Autriche a participé dès ses tous débuts, a représenté la reconnaissance la plus évidente à ce jour de la responsabilité collective de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des opérations de maintien de la paix. Le financement en commun de l'opération et la participation de troupes issues de chaque groupe régional ont été des facteurs essentiels du renforcement de l'opération et du consensus politique sur lequel elle devait être fondée.

57. Le concept d'une force d'urgence des Nations Unies continuera à être viable tant qu'il y aura un consensus politique à cet égard et que les besoins financiers seront

<sup>4</sup> Document A/C.6/437 du 3 novembre 1975.

couverts. Des retards regrettables dans les paiements ont cependant rendu très difficile la gestion financière des opérations de maintien de la paix. En dépit de ses insuffisances, le système de financement volontaire de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre est fondé sur la reconnaissance de la responsabilité collective en ce qui concerne le financement de l'opération.

58. Si l'élaboration de principes directeurs convenus est une tâche très importante, il y a d'autres aspects du maintien de la paix qui doivent aussi faire l'objet d'un examen très approfondi de la part du Comité spécial. Celui-ci pourrait, par exemple, examiner des questions précises concernant la manière pratique de mener des opérations de maintien de la paix, notamment des arrangements types avec les pays hôtes et les pays susceptibles de fournir des troupes, un inventaire des troupes et du matériel pouvant être mis à la disposition de l'Organisation des Nations Unies en cas de besoin et l'établissement d'un registre de personnes pouvant, le cas échéant, diriger des opérations de maintien de la paix.

59. En tant que pays ayant fourni des contingents, l'Autriche attache une grande importance à la sécurité des troupes chargées du maintien de la paix et a présenté au Conseil de sécurité à ce sujet un projet de résolution qu'il a adopté ultérieurement, en tant que résolution 359 (1974). La question mérite peut-être d'être examinée de manière plus approfondie pour que puisse être dressé un catalogue des mesures permettant d'assurer la sécurité maximale des troupes.

60. La formation est une autre condition fondamentale du succès des opérations de maintien de la paix. La coordination et la coopération entre les différents contingents posent des problèmes particuliers et il pourrait être utile d'identifier les domaines dans lesquels peuvent se produire des désaccords, et de mettre au point des méthodes permettant d'assurer le déroulement sans heurts des opérations. Plusieurs séminaires internationaux ont été organisés à Vienne pour traiter de ces problèmes et des programmes spéciaux ont été mis au point pour préparer les soldats autrichiens à faire face aux conditions particulières des opérations internationales de maintien de la paix. L'Autriche est, bien entendu, disposée à partager avec le Groupe de travail l'expérience qu'elle a acquise dans le domaine de la formation et de la préparation, si celui-ci décide d'examiner ces questions.

61. Les opérations de maintien de la paix sont une activité fondamentale de l'Organisation des Nations Unies et ouvrent souvent la voie au règlement de problèmes et à l'établissement de la paix générale. Compte tenu du lien étroit qui existe entre le maintien et l'établissement de la paix, la délégation autrichienne continuera à appuyer le Comité spécial et le Groupe de travail dans les efforts qu'ils déploieront pour assurer le maximum d'efficacité et de succès à ces opérations.

62. M. HOUNGAVU (Dahomey) déclare que sa délégation considère l'élaboration de principes directeurs convenus

pour les opérations de maintien de la paix comme une question d'importance capitale. Elle regrette que le Comité spécial n'ait pas réussi à établir ces principes directeurs à cause des graves divergences qui existeraient entre certains membres du Groupe de travail au sujet de problèmes politiques et institutionnels fondamentaux. Depuis 10 ans qu'il a été créé, le Comité spécial, empêtré dans ses contradictions, n'a pas encore pu remplir son mandat. On dit maintenant que le Groupe de travail a besoin de plus de temps et d'un meilleur esprit de compromis pour surmonter les divergences et parvenir à un accord sur l'élaboration de principes directeurs pour les opérations de maintien de la paix.

63. Pour la délégation dahoméenne, on pourrait faire avancer les travaux du Comité spécial et du Groupe de travail en répondant honnêtement à la question fondamentale : qui est responsable de la rupture de la paix ? La réponse est la suivante : les néo-colonialistes et les impérialistes impénitents qui opèrent au grand jour pour préserver leurs intérêts égoïstes et n'hésitent pas à attiser des conflits locaux pour servir leurs intérêts. C'est le cas du Moyen-Orient où le sionisme, protégé de l'impérialisme américain, refuse au peuple palestinien son droit à l'existence et aux Etats arabes le droit de récupérer leurs territoires occupés. De ce fait, une situation de tension permanente a été créée qui requiert la présence des forces des Nations Unies. C'est aussi le cas de la Corée du Sud, où le maintien des forces impérialistes continue de créer une situation très grave pour le maintien de la paix dans cette région. La cause de la rupture de la paix est l'hégémonisme des superpuissances qui cherchent à consolider leur zone d'influence ou à en créer de nouvelles.

64. Quand on a répondu à cette question fondamentale, certaines autres questions sur lesquelles butte le Comité spécial, telles que la prise en charge des incidences financières des opérations de maintien de la paix, peuvent être honnêtement abordées. La délégation dahoméenne estime que les responsables de la rupture de la paix doivent faire face à leurs responsabilités et supporter toutes les charges financières des opérations de maintien de la paix. Par contre, la fourniture des contingents militaires pourrait être répartie de façon équitable entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'acceptation de ces principes donnerait un nouvel esprit aux travaux du Comité spécial et du Groupe de travail et permettrait de faire des progrès dans l'élaboration de principes directeurs convenus devant régir l'exécution d'opérations de maintien de la paix.

65. M. N'DESSABEKA (Congo) fait remarquer que son pays n'a jamais été le théâtre d'opérations de maintien de la paix, car il a toujours été en paix. Lorsque le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré au début de la présente séance que son pays avait participé à des opérations de maintien de la paix au Congo, il a voulu parler de l'ancien Congo belge, aujourd'hui le Zaïre. Le Congo entretient de bonnes relations avec son voisin, le Zaïre, mais il souhaite éviter toute confusion quant à l'identité des deux pays.

*La séance est levée à 12 h 45.*